



**PRÉFET
DU MORBIHAN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Réf : D2023.1384
031E0002

**PROCES VERBAL
DE LA
Commission d'arrondissement ERP Lorient**

pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique
dans les Établissements Recevant du Public et les Immeubles de Grande Hauteur

25/04/2024

LEVÉE D'AVIS DÉFAVORABLE

SALLE COMMUNALE LE PETIT BOIS

LIEUDIT LE PETIT BOIS
56330 CAMORS

Type L N- 3 catégorie
Effectif : 421

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment les articles R 143-1 à R 143-47, R 157-1 et R 157-4,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public (ERP),

Vu l'arrêté du 5 février 2007 modifié portant approbation des dispositions particulières du type L (Salles à usage d'auditions, de spectacles, de réunions ou à usages multiples)

Vu l'arrêté du 21 juin 1982 modifié portant approbation des dispositions particulières du type N (Restaurants et débits de boissons),

Vu le décret n° 95.260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté préfectoral du 24 avril 2023 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2023 relatif au fonctionnement de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur et des commissions d'arrondissement,

Vu le rapport du SDIS56 N° D2023.1384 du 30/11/2023- Justificatifs LAD éventuelle, présenté aux membres de la Commission.

Suite à l'avis défavorable de la commission de l'arrondissement de LORIENT du 14/09/2023 prononcé après la visite du 22/08/2023, le Service Prévention du SDIS 56 a procédé à l'étude des justificatifs suivants et les soumet à l'avis de la commission :

ANALYSE DES DOCUMENTS TRANSMIS

Les documents suivants permettent de lever les motifs d'avis défavorable :

- Rapports de vérification du réseau étanchéité gaz établi par Socotec le 04/10/2023 (1 observation, levée par services techniques sous forme de photo)
- Facture de la société Le Clanche concernant l'alarme l'installation d'une alarme conforme.
- Facture de la protection bretonne le 14/03/2024 concernant la formation du personnel.

DECISION DE LA COMMISSION

Suite à la présentation du rapport du SDIS, les membres de la Commission d'arrondissement ERP Lorient émettent un **AVIS FAVORABLE** à la poursuite de l'exploitation de l'établissement.

Les prescriptions suivantes restent à lever :

N° Prescription	Prescriptions
2017- 012	Tenir à jour le registre de sécurité.(Art. R 123-51 du CCH)
2020 - 012	Annexer au registre de sécurité la convention obligatoirement conclue entre l'exploitant(commune) et les utilisateurs pour organiser le service de sécurité lors de manifestations ou activités dont l'effectif total n'excède pas 300 personnes, et au-delà de 300 personnes assurer un service de sécurité incendie pendant la présence du public.(Art. MS 48)
2023 - 001	Lever les observations du rapport de vérifications des installations électriques.(Art.EL 19)
2023 - 002	Procéder à la vérification de la chaudière fuel. (Art CH58)
2023 - 003	Procéder à la vérification des exutoires de désenfumage (Art DF 10)
2023 - 004	Implanter un dispositif d'arrêt d'urgence des installations de cuisson. Ce dispositif doit être implanté à proximité de l'accès au local ou du bloc cuisine où ces appareils sont mis en place. Le dispositif d'arrêt d'urgence de l'énergie électrique visé au § 1 ne doit pas couper les circuits d'éclairage ni les dispositifs de ventilation contribuant à l'évacuation des fumées en cas d'incendie. (Art. GC 4)
Rappel de texte	Tous travaux, soumis ou non à permis de construire, toute création, tout aménagement ou toute modification de l'établissement, ne peuvent être exécutés qu'après autorisation du maire donnée après avis de la Commission de Sécurité Compétente. (R 123-22 du CCH)

Le Président,



Valérie Poulhalec

RAPPEL IMPORTANT :

Conformément à l'article R. 143-42 du Code de la Construction et de l'Habitation, Madame ou Monsieur le Maire devra notifier le résultat de cette visite et sa décision à l'exploitant, soit par voie administrative soit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Une copie de ce document sera transmise au secrétariat de la commission de sécurité.

« Les renseignements contenus dans ce procès-verbal font l'objet d'un traitement informatisé en application de la loi n° 78.17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et à l'arrêté du 22 janvier 1998 relatif à la création dans les préfectures d'un traitement automatisé de gestion de la liste des établissements recevant du public »